

**Note d'experts internes à l'administration au sujet des prévisions macro-économiques et de l'évolution des finances publiques pour la période 2009-2014 annexée à la déclaration gouvernementale de Monsieur le Premier Ministre.**

**Note à l'attention du Formateur**

**Projections macro-économiques et finances publiques 2009-2014**

**A. Les projections macroéconomiques**

**1. Les hypothèses**

**1.1 L'environnement international**

Les hypothèses concernant l'environnement international qui ont été retenues dans l'intérêt de l'élaboration des projections macroéconomiques qui sont résumées dans la présente note sont les mêmes que celles qui sont à la base des prévisions figurant dans la note de conjoncture du STATEC du mois de mai 2009 (NDC 1-09). Elles comportent une baisse du PIB en volume de la zone euro de 4.1% en 2009 et de 0.3% en 2010. Des prévisions plus récentes, établies par l'OCDE, sont légèrement plus pessimistes pour 2009 (-4.8%) et légèrement plus optimistes pour 2010 (0.0%). Au-delà de 2010, le STATEC admet un retour graduel au rythme d'expansion moyen historique (observé sur 1990-2007), soit quelque 2.2% par an, et ce à partir de 2012.

L'indice boursier européen, indicateur synthétique de l'environnement conjoncturel pour la place financière, baisserait de 26% en 2009 après une baisse équivalente en 2008 (-23%). L'hypothèse technique du STATEC est celle que les cours boursiers européens restent invariants au dernier niveau mensuel observé, ce qui entraîne une légère hausse en 2010 (+1.6%), avant qu'ils ne retrouvent, à partir de 2011, leur rythme historique moyen (+7.5%/an).

Le tableau ci-après résume les principales hypothèses macro-économiques qui ont été retenues dans le cadre de ces travaux de projections.

(Tableau 1)

**Projections macro-économiques 2009-2014**

	1985-2008	2008-2014	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Principales hypothèses</b>									
	<i>Evolution en % (ou spécifié différemment)</i>								
PIB zone Euro	2,3	0,6	0,7	-4,1	-0,3	1,7	2,2	2,2	2,2
Indice boursier européen	6,8	0,0	-23,1	-26,1	1,6	7,5	7,5	7,5	7,5
Prix pétroliers (USD)	29,4	50,9	97,9	49,5	51,2	51,2	51,2	51,2	51,2
Taux de change (USD/EUR)	1,14	1,32	1,47	1,32	1,32	1,32	1,32	1,32	1,32
Taux d'int. court terme Euro	6,1	2,8	4,7	1,4	0,8	2,1	3,3	4,6	4,6
Taux d'int. long terme Euro	6,8	4,6	4,3	3,6	4,0	4,2	4,5	5,7	5,7
<b>Principaux résultats, niveaux</b>									
	<i>Niveaux</i>								
PIB vol. (mia EUR)	...	...	29,09	27,82	28,05	29,06	30,21	31,50	33,00
PIB valeur (mia EUR)	...	...	36,66	35,37	36,29	38,39	41,03	44,06	47,70
RNB (mia EUR)	...	...	30,42	29,16	29,71	31,23	33,16	35,37	38,04
Population totale (1000 pers.)	...	...	492,4	498,4	501,4	504,4	507,8	511,2	514,7
Emploi total intérieur (1000 pers.)	...	...	348,9	352,2	349,0	350,1	356,3	364,4	374,1
dont: frontaliers (1000 pers.)	...	...	146,0	148,6	148,1	149,5	154,5	160,5	167,6
emploi résident (1000 pers.)	...	...	213,1	214,0	211,4	211,2	212,6	214,8	217,5
Taux de chômage (ADEM, % de la pop. act.)	2,5	7,2	4,4	5,8	7,0	7,5	7,7	7,7	7,6
Coût salarial moyen (1000 EUR/an)	...	...	53,01	54,09	55,37	57,16	58,60	60,35	62,40
Masse salariale (mia EUR courants)	...	...	17,41	17,92	18,14	18,76	19,59	20,68	22,00
<b>Principaux résultats, évolution</b>									
	<i>Evolution en % (ou spécifié différemment)</i>								
PIB vol.	5,2	2,1	-0,9	-4,4	0,8	3,6	3,9	4,3	4,7
PIB valeur	7,6	4,5	0,7	-3,5	2,6	5,8	6,9	7,4	8,3
RNB	...	3,8	0,0	-4,1	1,9	5,1	6,2	6,7	7,6
PIB potentiel	4,7	2,9	2,9	2,6	2,4	2,6	3,0	3,2	3,4
Population totale	1,3	0,7	1,8	1,2	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
Emploi total intérieur	3,4	1,2	4,7	1,0	-0,9	0,3	1,8	2,3	2,6
dont: frontaliers	10,0	2,3	7,2	1,7	-0,3	0,9	3,3	3,9	4,4
emploi résident	1,5	0,3	2,8	0,4	-1,2	-0,1	0,7	1,0	1,3
IPCN	...	1,8	3,4	0,4	1,9	1,7	1,8	2,3	2,7
Echelle mobile	...	...	2,1	2,5	1,7	1,2	2,5	1,7	2,7
Coût salarial moyen	3,8	2,8	2,3	2,0	2,4	3,2	2,5	3,0	3,4
Coût salarial moyen hors échelle mobile	1,6	0,7	0,2	-0,5	0,7	2,0	0,0	1,3	0,7
Masse salariale	7,6	4,0	7,3	2,9	1,2	3,4	4,4	5,5	6,4

Source: STATEC, 30 juin 2009

Les autres hypothèses relatives à l'environnement international sont décrites en détail dans la NDC 1-09. Les seules hypothèses qui ont été modifiées par rapport à cette note de conjoncture concernent les finances publiques.

## **2. Les résultats des prévisions**

### **2.1 Aspects macro-économiques**

- La croissance du PIB devrait atteindre son plancher de -4.4% en 2009 (\*) pour reprendre légèrement en 2010 (+0.8%) et plus fortement à partir de 2011 (+3.6%). A terme, la croissance du PIB convergerait vers le rythme historique moyen, à savoir quelque 4.7% en 2014, sans toutefois le dépasser. Quelques repères statistiques à ce sujet: la croissance annuelle moyenne du PIB en vol. a été de 4.8% de 1990 à 2007; aux sommets des cycles précédents, la croissance maximale avait avoisiné 9% (en vol.) en 1991 et en 1999/2000 et 6% en 2006.

Il s'agit donc d'un scénario qui est qualifié de prudent par le STATEC. Il est en accord avec les hypothèses internationales, qui se basent également sur des perspectives modérées en terme de croissance et d'évolution des marchés financiers. Si la situation conjoncturelle venait réellement à s'améliorer durablement, les rythmes d'expansion de l'activité internationale dépasseraient le taux moyen de hausse du PIB de la zone euro qui a été inscrit dans la projection du STATEC. De même, la hausse des cours boursiers sera amenée, tôt ou tard, à dépasser - temporairement - le rythme d'expansion moyen inscrit dans la projection du STATEC. Il en résulterait une évolution plus favorable de la conjoncture économique luxembourgeoise, avec toutes les conséquences bénéfiques que cela entraînerait en matière d'emploi, de chômage et de recettes publiques.

L'expérience montre néanmoins que les récessions provoquées par des crises financières sont plus profondes que les récessions "classiques" et qu'elles sont en général aussi susceptibles d'avoir un impact négatif sur la croissance potentielle. Des estimations récentes de la Commission européenne suggèrent que la crise actuelle pourrait réduire la croissance potentielle de la zone euro d'un pourcent et la croissance potentielle pourrait même passer en dessous de 1% en 2009 et 2010 avant de remonter graduellement à 1,5% en 2015, soit un niveau de croissance potentielle inférieur au niveau d'avant la crise et un niveau nettement en-deçà du rythme d'expansion moyen historique de 2,2% l'an. Si ce scénario devait se matérialiser, il est évident que les prévisions macro-économiques à moyen terme pour le Luxembourg sont aussi susceptibles d'être révisées à la baisse.

- Ces commentaires donnent l'occasion de préciser que les projections à l'horizon 2014 sont des projections conditionnelles, c.à.d. basées sur des hypothèses. L'utilisation d'un modèle macro-économétrique et la consultation d'experts fiscaux assure une cohérence certaine mais il faut rappeler qu'au delà d'un horizon d'environ 6 mois, il est impossible de prévoir avec une précision acceptable l'avenir économique. On peut ainsi, avec une certaine marge d'erreur, établir une "prévision" pour 2009 et éventuellement pour le début 2010, mais au-delà, c'est le jeu des hypothèses et des équations du modèle - à côté du jugement d'expert - qui déterminent la trajectoire.

A cet égard, il est intéressant de reproduire ci-après un passage de la note de conjoncture mensuelle de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) du mois de juin 1999:

Dans cette note l'INSEE relève que: "Parce que la récession actuelle présente des caractéristiques largement inédites, les aléas autour de notre scénario sont inhabituellement importants. D'une part, les précédents historiques montrent que les sorties de crise financière comme les sorties de récession mondiale, deux caractéristiques présentes simultanément aujourd'hui, sont en général plus lentes que les autres fins de récession. Ce pourrait de nouveau être le cas, notamment si l'ajustement de l'emploi et de l'investissement au recul de l'activité se révélait plus intense que celui inscrit dans notre scénario. Mais d'autre part, les précédents historiques ne permettent pas d'exclure un scénario de redémarrage de la croissance plus précoce qu'attendu, si, comme c'est souvent le cas en phase de retournement, se mettait en route une dynamique auto-entretenu: les premiers signes de rebond peuvent s'accompagner d'un retour de la confiance qui peut à son tour inciter les agents à engager de nouvelles dépenses."

- Le scénario tient également implicitement compte des perspectives incertaines concernant l'avenir de la place financière, dans la mesure où le taux de croissance moyen de la VAB du secteur financier dans son ensemble ne serait que de 1.6% l'an entre 2009 et 2014, contre 6.5%/an de 1990 à 2007. Cette faible moyenne est toutefois due à la prise en compte des années de récession: en fin d'horizon, l'activité du secteur financier augmenterait à nouveau de l'ordre de 5 à 6% l'an en volume.

La croissance relativement modérée de l'activité à partir de 2010, à côté du recul inédit de 2009, entraînera le \*chômage dans une spirale haussière dont la fin - à mesures politiques inchangées - n'est pas proche. Dans l'immédiat, le taux de chômage, version ADEM, au sens strict, avoisinerait le taux de 6% en moyenne annuelle en 2009 et 7% en 2010. Au-delà, le rythme haussier devrait se tasser mais la montée du chômage serait amenée à se poursuivre jusqu'en 2013, au moins. Rappelons qu'historiquement, en raison des fortes pressions sur le marché du travail domestique émanant des régions frontalières, il faut une croissance de l'emploi intérieur (frontaliers compris) de 3.5% à 4% pour faire baisser le chômage résident, ceteris paribus. Au cours du dernier cycle, l'emploi total intérieur avait augmenté de près de 4.5% en 2007 et 2008, sans que le chômage ait connu une baisse notable. Précisons tout de même qu'à l'époque, d'autres phénomènes, d'ordre méthodologique avaient contribué à cette hausse du chômage (introduction dans les séries statistiques des travailleurs handicapés ou à capacité de travail réduite).

L'inflation devrait rester modérée, tout comme la hausse des salaires. En raison du choc négatif important sur l'activité et la productivité, il n'y aurait que très peu de marge de hausse des salaires réels (coût salarial nominal moyen déflaté par l'échelle mobile). La hausse des salaires réels se situerait ainsi, de 2009 à 2014, à quelque 0.7% en moyenne par an, à comparer avec une expansion historique moyenne de 1.7% l'an.

Il paraît trivial de rappeler que la récession au Luxembourg a été due à une baisse importante et sans précédent de la demande étrangère. Mais les conséquences pour les branches domestiques sont inévitables, et les derniers indicateurs conjoncturels mensuels en témoignent d'ailleurs (cf. commerce de détail, immatriculations de voitures neuves, etc. ...). Ainsi, la consommation privée baisserait de 0.3% en 2009 et de 0.1% en 2010. L'investissement (public + privé) baisserait au total (2009+2010) de 16.5%, essentiellement en raison de la baisse de la demande et en dépit de la hausse de l'investissement public. D'autre part, les contraintes de financement ("credit crunch") semblent peu jouer au Luxembourg, en tous cas probablement moins que dans certains pays voisins, ce qui peut donner lieu à un optimisme modéré concernant les perspectives d'investissement à moyen terme.

C'est donc avec une très grande prudence qu'il faut analyser les prévisions ci-après au sujet de l'évolution des recettes et des dépenses de l'Administration publique.

## **2.2. L'évolution des recettes et des dépenses de l'Administration publique**

Dans les prévisions relatives à 2009 et 2010 publiées dans la NDC 1-09, les dépenses publiques avaient été calibrées sur le Budget 2009 et sur le Plan de conjoncture présenté début mars. Seuls quelques ajustements mineurs avaient été effectués.

Dans les projections qui font l'objet de la présente note, les évolutions des principales catégories de dépenses ont été ajustées à la suite des concertations qui ont eu lieu ces derniers jours entre l'IGF, l'IGSS et le STATEC.

Les principaux aménagements (pour 2009 et 2010) qui ont été réalisés par rapport aux prévisions figurant dans la NDC 1-09 sont les suivants:

- une forte révision à la baisse des dépenses prévues pour 2009, de 380 millions; les dépenses publiques totales ne devraient ainsi plus augmenter que de 8.8% en 2009 au lieu de 11.4%; cette révision à la baisse des dépenses prévues pour 2009 est avant tout le fait d'une correction à la baisse de 330 millions des prestations sociales en espèces;
- la consommation intermédiaire est revue à la baisse de 40 millions;
- pour 2010, la révision à la baisse des dépenses publiques par rapport à la NDC 1-09 (ou par rapport au projet de Budget) est plus importante, de l'ordre de 560 millions;
- les prestations en espèces sont revues à la baisse de 460 millions et l'investissement public de 150 millions.

Ces révisions à la baisse des dépenses publiques sont à l'origine de la révision à la baisse de la croissance prévue du PIB pour 2009 et 2010, en comparaison avec les prévisions figurant dans la NDC 1-09: Au total, la révision est de -0.6 points de croissance sur 2009 et 2010.

Les autres hypothèses en matière de dépenses publiques pour l'ensemble de l'horizon de projection se présentent comme suit:

- une hausse de l'investissement public de près de 12% en 2009 et de 13% en 2010, puis de 6% par an, ce qui amène la part de l'investissement public à quelque 4.5% du PIB en 2014, à comparer avec une moyenne historique (1990-2007) de 4.2%;

---

\* Note: Il s'agit d'une prévision adaptée par rapport à celle ayant figuré dans la NDC 1-09, introduisant les nouvelles hypothèses en matière de dépenses publiques, cf. point 1.2.

- une hausse annuelle moyenne de la consommation intermédiaire de 4.6%, à comparer avec la moyenne historique de 6.3%;
- une hausse annuelle moyenne des dépenses salariales de 4.8%, à comparer avec la moyenne historique de 6.3% l'an; les prévisions de masse salariale se basent sur les hypothèses sous-jacentes suivantes:
  - emploi de l'ensemble du secteur public: +2.0% par an (2009-2014), contre +2.9% de 1990 à 2007;
  - échelle mobile: +2% l'an;
  - glissement naturel (avancements, ancienneté, effets structure): +0.6% l'an;
  - à noter qu'aucune hausse due à un accord salarial futur n'a été prise en compte, l'actuel accord prenant fin au 31 déc. 2009;
- une hausse annuelle moyenne des prestations en espèces de 3.8% (+7.9% par an de 1990 à 2007) et des prestations en nature de 5.4% (+9.6% sur le passé).

Les dépenses publiques augmenteraient donc encore relativement fortement en 2009 (+8.8%) mais prendraient un sentier plus modéré à partir de 2010, ramenant à terme la part des dépenses publiques dans le PIB à quelque 42%, à comparer avec la moyenne historique légèrement supérieur à 40%.

### 2.2.1. L'évolution de la situation financière de l'Administration publique entre 1995 et 2009 (selon notification du 1<sup>er</sup> avril 2009)

Le tableau ci-après rappelle l'évolution du solde de l'Administration publique entre 1995 et 2009 tel qu'il résulte de la notification du 1<sup>er</sup> avril 2009:

(Tableau 2)

En % du PIB	1995	1998	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Administration publique .....	2,4	3,4	6,0	-1,2	0,0	1,4	3,6	2,5	-1,7
Administration centrale .....	0,6	1,4	2,8	-2,6	-1,2	-0,7	0,8	-0,3	-3,9
Administration locale.....	0,4	0,3	0,5	-0,1	-0,3	0,2	0,4	0,0	-0,1
Sécurité sociale.....	1,5	1,7	2,7	1,5	1,5	1,8	2,5	2,7	2,3

Note: Pour les exercices 2007 à 2009, ce tableau reprend les chiffres de la notification du 1.4.2009.

En millions	1995	1998	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Administration publique .....	365,7	586,4	1.313,3	-332,8	6,0	460,6	1.322,9	943,7	-636,3
Administration centrale .....	85,3	248,0	611,6	-713,9	-359,7	-226,6	284,3	-96,8	-1.474,0
Administration locale.....	55,6	48,1	114,0	-24,8	-88,2	76,8	141,0	14,4	-26,9
Sécurité sociale.....	224,7	290,4	587,7	405,9	453,9	610,4	897,6	1.026,1	864,7

Il ressort notamment de ces tableaux que la détérioration du solde de l'Administration publique entre 2001 et 2004 a pu être redressée à partir de 2006 grâce aux mesures qui ont été décidées à la suite des réunions du comité de coordination tripartite, mais grâce également aux effets du redressement de la situation économique.

Il ressort également de ce tableau qu'à partir de l'exercice 2008, le solde de l'Administration publique a subi une nouvelle détérioration qui est beaucoup plus marquée que celle de 2001 à 2004.

Cette détérioration est pour l'essentiel imputable à la régression très rapide des principales recettes fiscales sous l'effet des conséquences de la crise économique et financière. Cette détérioration affecte en premier lieu les conditions d'équilibre du secteur de l'Administration centrale qui doit faire face à une diminution très massive des recettes fiscales depuis le 3<sup>ème</sup> trimestre 2008.

C'est ainsi que d'après les prévisions actuelles des Administration fiscales l'évolution des principales recettes courantes qui figurent au budget de l'Etat se présente comme suit pour la période 2007 à 2010:

(Tableau 3)

	Compte 2007	Compte 2008	Budget 2009	Prévisions 2009	Estimat. 2010
<b>1) Contributions directes</b>					
Impôt sur le revenu des collectivités.....	1.381,7	1.367,8	1.420,0	1.364,0	1.100,0
Impôt sur le revenu des personnes physiques (assiette).....	396,1	400,1	395,0	450,0	435,0
Impôt retenu sur les traitements et salaires .....	1.862,1	2.124,2	1.955,0	1.955,0	2.055,0
Impôt retenu sur les revenus de capitaux .....	243,1	250,3	250,0	220,0	200,0
Impôt sur la fortune .....	171,6	168,6	140,0	160,0	150,0
Impôt de solidarité/ collectivités.....	57,6	57,0	59,2	56,2	45,8
Impôt de solidarité/ personnes physiques .....	57,9	64,7	60,3	62,5	64,7

	Compte 2007	Compte 2008	Budget 2009	Prévisions 2009	Estimat. 2010
<b>2) Douanes et Accises</b>					
Part dans les recettes communes de l'UEBL.....	992,1	990,7	980,0	930,0	930,0
Taxe sur les véhicules automoteurs: recettes nettes.....	24,6	29,5	27,5	27,0	27,5
Droits d'accises autonomes sur les cigarettes.....	67,1	64,2	90,0	60,0	60,0
Droits d'accises autonomes sur certaines huiles minérales.....	136,6	134,2	135,0	120,0	135,0
<b>3) Enregistrement et Domaines</b>					
Droits d'enregistrement.....	267,3	223,1	170,0	85,0	85,0
Taxe sur la valeur ajoutée.....	1.666,1	1.945,3	2.216,5	1.853,2	1.786,8
Taxe d'abonnement sur les titres des sociétés.....	720,8	615,6	650,0	425,0	445,0
<b>4) Recettes courantes totales</b>					
Variation (par rapport à x-1).....	8.735,7	9.199,0	9.276,9	8.485,7	8.269,8
		+5,3%	+0,8%	-8,5%	-2,4%

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

Depuis la notification du 1<sup>er</sup> avril 2009, les perspectives d'évolution de la situation financière et économique mondiale se sont toutefois détériorées sensiblement ainsi qu'il est expliqué plus en détail au point A de la présente note.

## 2.2.2. Les projections au sujet des perspectives de l'Administration publique pour la période 2008 à 2014

- Comme suite à la demande formulée par le Groupe de travail "Finances publiques", qui a été institué dans le cadre des discussions en vue de la mise en place du nouveau Gouvernement, les représentants du STATEC, de l'Inspection générale des finances et de l'Inspection de la sécurité sociale ont procédé en concertation avec les Directions des trois administrations fiscales à l'élaboration de prévisions en matière d'évolution des soldes des 3 secteurs de l'Administration publique au titre de la période 2009 à 2014.

L'exercice de projection qui fait l'objet de la présente note a donc été réalisé par le STATEC, l'IGF et l'IGSS ensemble avec les administrations fiscales (Douanes, Contributions, Enregistrement). Les hypothèses en matière d'évolution des dépenses et des recettes ont été établies de façon consensuelle. Les propositions et les analyses des administrations fiscales ont surtout été utilisées pour calibrer les recettes publiques sur 2009 et 2010. Le modèle économétrique Modux, qui intègre des fonctions estimées pour les grandes catégories de recettes affecte principalement la période suivante. Les administrations fiscales se sont servies de leur côté des prévisions macro-économiques du STATEC pour établir leurs chiffres prévisionnels en matière de recettes. Un exercice de confrontation et d'analyse de cohérence a permis de lever la majeure partie des contradictions ponctuelles.

- Si le scénario macro-économique, tel que dessiné plus haut, venait effectivement à se réaliser, les recettes publiques perçues par l'ensemble des administrations publiques (y compris les communes et la sécurité sociale) baisseraient d'environ 3% en 2009 et de 2% en 2010. Mises à part les cotisations sociales, toutes les grandes catégories d'impôts et de taxes diminueraient au cours des deux prochaines années:

- Impôts directs prélevés sur les ménages: -2.5% en 2009, hausse modérée à nouveau à partir de 2010;
- Impôts directs prélevés sur les sociétés: -20% au total sur 2009-2010, l'essentiel de la baisse devant être concentré sur 2010;
- TVA: -8,3% au total sur 2009 et 2010 (sous l'hypothèse du maintien à son niveau actuel des activités du secteur du commerce électronique);
- Accises (pétrole et tabac confondus): -10% environ en 2009, stagnation en 2010;
- Taxe d'abonnement: -31% en 2009 (après -14,5% en 2008), hausse modérée à partir de 2010;
- Cotisations sociales: +3% environ en 2009, seulement +0.5% en 2010 (recul prévu de l'emploi intérieur de 0.9%, hausse de la masse salariale limitée à 1% environ).

A partir de 2011, les recettes recommenceraient à augmenter, pour approcher, en fin de période de projection, un rythme d'expansion proche de la moyenne historique, à savoir quelque 7% par an.

Le solde public se dégraderait très fortement entre 2008 et 2009. De 2009 à 2010, le solde public se dégraderait une nouvelle fois: il avoisinerait alors le taux de -5,0 % du PIB nominal ou près de -2 milliards. Le scénario macro-économique actuel, avec une reprise graduelle mais peu prononcée de l'activité à partir de 2012, entraînerait une amélioration toute relative des soldes publics, aboutissant à un déficit qui pourrait, en 2013-2014, avoisiner à nouveau le taux de -3% du PIB.

Le déficit public ne tient pas encore compte de la charge d'intérêt supplémentaire découlant du financement du solde de l'Administration publique par le recours à l'emprunt (déduction faite des avoirs de l'Etat Central).

Dans ce contexte, il y a lieu de relever que les prévisions au sujet de l'évolution des principales catégories d'impôts ont été fournies par les administrations fiscales. Tel est également le cas pour les projections du secteur de la sécurité sociale qui ont été élaborées par l'Inspection de la sécurité sociale.

En se basant sur les hypothèses qui sont résumées dans le tableau 4 ci-avant, l'évolution prévisionnelle des principales rubriques des recettes et des dépenses de l'Administration publique se présente comme suit:

**- Administration publique:**

Les 2 tableaux ci-après résument les projections de l'Administration publique pour la période 2008 à 2014 :

- En millions :

(Tableau 4)

En millions	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Dépenses</b>	<b>14 920</b>	<b>16 166</b>	<b>16 924</b>	<b>17 747</b>	<b>18 511</b>	<b>19 382</b>	<b>20 245</b>
Consommation intermédiaire .....	1 256	1 303	1 335	1 387	1 442	1 499	1 558
Formation de capital.....	1 450	1 614	1 823	1 932	2 048	2 170	2 300
Rémunération des salariés .....	2 891	2 971	3 096	3 226	3 362	3 503	3 693
Autres impôts sur la production.....	7	6	7	7	7	7	7
Subventions .....	590	604	620	642	674	706	740
Revenus de la propriété .....	103	213	200	231	245	267	191
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature .....	5 273	5 886	6 087	6 263	6 456	6 677	6 910
Prestations sociales en nature etc. ....	1 844	1 940	2 037	2 139	2 272	2 380	2 523
Autres transferts courants.....	1 046	1 099	1 125	1 288	1 329	1 457	1 560
Transferts en capital à payer.....	513	574	646	683	725	767	812
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits .....	-52	-44	-51	-49	-48	-49	-49
<b>Recettes</b>	<b>15 866</b>	<b>15 406</b>	<b>15 144</b>	<b>15 652</b>	<b>16 530</b>	<b>17 468</b>	<b>18 711</b>
Production marchande.....	406	397	442	470	499	530	559
Paiements pour autre production non marchande .....	338	331	362	386	411	437	462
Impôts sur la production.....	4 705	4 302	4 233	4 427	4 630	4 862	5 123
Revenus de la propriété .....	712	596	647	688	725	756	789
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. ....	5 266	5 049	4 594	4 671	5 014	5 441	6 062
Cotisations sociales .....	4 277	4 583	4 699	4 833	5 061	5 240	5 503
Autres transferts courants.....	64	45	52	56	60	65	70
Transferts en capital à recevoir.....	98	103	114	121	128	136	144
<b>Capacité/besoin de financement</b> .....	<b>946</b>	<b>-760</b>	<b>-1 781</b>	<b>-2 096</b>	<b>-1 981</b>	<b>-1 914</b>	<b>-1 534</b>

- En % du PIB :

(Tableau 5)

En % du PIB	1995-2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Dépenses</b>	<b>40,0</b>	<b>40,7%</b>	<b>45,7%</b>	<b>46,6%</b>	<b>46,2%</b>	<b>45,1%</b>	<b>44,0%</b>	<b>42,4%</b>
Consommation intermédiaire .....	3,3	3,4%	3,7%	3,7%	3,6%	3,5%	3,4%	3,3%
Formation de capital.....	4,2	4,0%	4,6%	5,0%	5,0%	5,0%	4,9%	4,8%
Rémunération des salariés .....	8,0	7,9%	8,4%	8,5%	8,4%	8,2%	8,0%	7,7%
Autres impôts sur la production.....	0,0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Subventions .....	1,6	1,6%	1,7%	1,7%	1,7%	1,6%	1,6%	1,6%
Revenus de la propriété .....	0,3	0,3%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,4%
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature .....	14,1	14,4%	16,6%	16,8%	16,3%	15,7%	15,2%	14,5%
Prestations sociales en nature etc. ....	4,5	5,0%	5,5%	5,6%	5,6%	5,5%	5,4%	5,3%
Autres transferts courants.....	2,9	2,9%	3,1%	3,1%	3,4%	3,2%	3,3%	3,3%
Transferts en capital à payer.....	1,3	1,4%	1,6%	1,8%	1,8%	1,8%	1,7%	1,7%

En % du PIB	1995-2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits .....	-0,1	-0,1%	-0,1%	-0,1%	-0,1%	-0,1%	-0,1%	-0,1%
<b>Recettes</b>	<b>42,5</b>	<b>43,3%</b>	<b>43,6%</b>	<b>41,7%</b>	<b>40,8%</b>	<b>40,3%</b>	<b>39,6%</b>	<b>39,2%</b>
Production marchande .....	1,2	1,1%	1,1%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%
Production pour usage final propre .....	0,0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Paiements pour autre production non marchande .....	0,7	0,9%	0,9%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Impôts sur la production .....	12,5	12,8%	12,2%	11,7%	11,5%	11,3%	11,0%	10,7%
Revenus de la propriété .....	1,8	1,9%	1,7%	1,8%	1,8%	1,8%	1,7%	1,7%
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. ....	14,7	14,4%	14,3%	12,7%	12,2%	12,2%	12,4%	12,7%
Cotisations sociales .....	11,2	11,7%	13,0%	12,9%	12,6%	12,3%	11,9%	11,5%
Autres transferts courants .....	0,2	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Transferts en capital à recevoir .....	0,2	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
<b>Capacité/besoin de financement .....</b>	<b>2,5</b>	<b>2,6%</b>	<b>-2,1%</b>	<b>-4,9%</b>	<b>-5,5%</b>	<b>-4,8%</b>	<b>-4,3%</b>	<b>-3,2%</b>

### 2.2.3. L'évolution du solde des 3 secteurs de l'Administration publique

La décomposition des évolutions esquissées ci-avant, sur les 3 secteurs de l'Administration publique, aboutit au scénario suivant:

(Tableau 6)

En % du PIB	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Administration publique .....	1,4	3,6	2,6	-2,1	-4,9	-5,5	-4,8	-4,3	-3,2
Administration centrale .....	-0,7	0,8	-0,3	-4,3	-6,5	-6,7	-6,0	-5,5	-4,4
Administration locale .....	0,2	0,4	0,0	-0,4	-0,9	-0,9	-0,8	-0,7	-0,6
Sécurité sociale .....	1,8	2,5	2,8	2,5	2,5	2,1	2,0	1,8	1,8

(Tableau 7)

En millions	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Administration publique .....	461	1.323	946	-760	-1 781	-2 096	-1 981	-1 914	-1 534
Administration centrale .....	-227	284	-97	-1 530	-2 354	-2 560	-2 482	-2 401	-2 090
Administrations locales .....	77	141	14	-127	-316	-334	-337	-319	-303
Sécurité sociale .....	610	898	1 026	897	889	799	838	806	859

### 2.2.4. Les projections au sujet des perspectives de l'Administration centrale pour la période 2008 à 2014

Le tableau ci-après résume les projections de l'Administration centrale:

- En millions :

(Tableau 8)

En millions	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Dépenses totales</b> .....	<b>9.701</b>	<b>10.742</b>	<b>11.525</b>	<b>11.986</b>	<b>12.516</b>	<b>13.011</b>	<b>13.606</b>	<b>14.189</b>
en % du PIB .....	26,6%	29,3%	32,6%	33,0%	32,6%	31,7%	30,9%	29,7%
1. Consommat. intermédiaire .....	680	749	820	840	874	909	945	983
2. Formation de capital .....	752	771	863	976	1.034	1.096	1.162	1.232
3. Rémunération des salariés .....	1.958	2.076	2.200	2.295	2.394	2.496	2.604	2.747
4. Subventions à payer .....	518	560	574	590	612	644	676	710
5. Revenus de la propriété .....	68	84	188	181	212	227	251	176
6. Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature .....	756	801	997	1.056	1.025	1.004	994	994
7. Prestations sociales en nature .....	49	59	61	64	67	71	74	78
8. Autres transferts courants .....	4.371	4.961	5.163	5.233	5.499	5.713	5.996	6.308
9. Transferts en capital à payer .....	578	634	710	803	851	902	956	1.013
10. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers .....	-29	-51	-52	-52	-52	-52	-52	-52

En millions	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Recettes totales</b> .....	<b>9.985</b>	<b>10.645</b>	<b>9.994</b>	<b>9.632</b>	<b>9.955</b>	<b>10.528</b>	<b>11.205</b>	<b>12.099</b>
en % du PIB.....	27,4%	29,0%	28,3%	26,5%	25,9%	25,7%	25,4%	25,4%
Impôts sur la production.....	4.546	4.657	4.254	4.187	4.381	4.583	4.815	5.075
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.....	4.344	4.682	4.541	4.187	4.253	4.558	4.933	5.494
Autres recettes.....	1.096	1.307	1.198	1.258	1.321	1.387	1.457	1.530
<b>Capacité/besoin de financement</b> .....	<b>+284</b>	<b>-97</b>	<b>-1 530</b>	<b>-2 354</b>	<b>-2 560</b>	<b>-2 482</b>	<b>-2 401</b>	<b>-2 090</b>
PIB.....	36.410	36.660	35.370	36.290	38.390	41.030	44.060	47.700

- en % du PIB :

(Tableau 9)

En % du PIB	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Dépenses totales</b> .....	<b>26,6%</b>	<b>29,3%</b>	<b>32,6%</b>	<b>33,0%</b>	<b>32,6%</b>	<b>31,7%</b>	<b>30,9%</b>	<b>29,7%</b>
1. Consommat. intermédiaire.....	1,9%	2,1%	2,3%	2,3%	2,3%	2,2%	2,1%	2,1%
2. Formation de capital.....	2,1%	2,1%	2,4%	2,7%	2,7%	2,7%	2,6%	2,6%
3. Rémunération des salariés.....	5,4%	5,9%	6,2%	6,3%	6,2%	6,1%	5,9%	5,8%
4. Subventions à payer.....	1,4%	1,5%	1,6%	1,6%	1,6%	1,6%	1,5%	1,5%
5. Revenus de la propriété.....	0,2%	0,2%	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,4%
6. Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature.....	2,1%	2,2%	2,8%	2,9%	2,7%	2,4%	2,3%	2,1%
7. Prestations sociales en nature.....	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
8. Autres transferts courants.....	12,0%	13,5%	14,6%	14,4%	14,3%	13,9%	13,6%	13,2%
9. Transferts en capital à payer.....	1,6%	1,7%	2,0%	2,2%	2,2%	2,2%	2,2%	2,1%
10. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers.....	-0,1%	-0,1%	-0,1%	-0,1%	-0,1%	-0,1%	-0,1%	-0,1%
<b>Recettes totales</b> .....	<b>27,4%</b>	<b>29,0%</b>	<b>28,3%</b>	<b>26,5%</b>	<b>25,9%</b>	<b>25,7%</b>	<b>25,4%</b>	<b>25,4%</b>
Impôts sur la production.....	12,5%	12,7%	12,0%	11,5%	11,4%	11,2%	10,9%	10,6%
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.....	11,9%	12,8%	12,8%	11,5%	11,1%	11,1%	11,2%	11,5%
Autres recettes.....	3,0%	3,6%	3,4%	3,5%	3,4%	3,4%	3,3%	3,2%
<b>Capacité/besoin de financement</b> .....	<b>0,8%</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-4,3%</b>	<b>-6,5%</b>	<b>-6,7%</b>	<b>-6,0%</b>	<b>-5,5%</b>	<b>-4,4%</b>

Le tableau ci-après présente les taux de variation des recettes et des dépenses de l'Administration centrale par rapport à l'année précédente:

(Tableau 10)

Variations en %	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Dépenses totales</b> .....	<b>2,7%</b>	<b>10,7%</b>	<b>7,3%</b>	<b>4,0%</b>	<b>4,4%</b>	<b>4,0%</b>	<b>4,6%</b>	<b>4,3%</b>
1. Consommation intermédiaire.....	2,1%	10,2%	9,5%	2,5%	4,0%	4,0%	4,0%	4,0%
2. Formation de capital.....	-1,2%	2,5%	12,0%	13,0%	6,0%	6,0%	6,0%	6,0%
3. Rémunération des salariés.....	6,0%	6,0%	6,0%	4,3%	4,3%	4,3%	4,3%	5,5%
4. Subventions à payer.....	5,5%	8,1%	2,5%	2,8%	3,7%	5,3%	4,9%	5,1%
5. Revenus de la propriété.....	37,2%	22,8%	123,3%	-3,6%	17,3%	7,0%	10,6%	-29,9%
6. Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature.....	4,2%	6,0%	24,4%	6,0%	-3,0%	-2,0%	-1,0%	0,0%
7. Prestations sociales en nature.....	9,6%	20,3%	4,5%	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%
8. Autres transferts courants.....	3,8%	13,5%	4,1%	1,4%	5,1%	3,9%	5,0%	5,2%
9. Transferts en capital à payer.....	9,3%	9,8%	12,0%	13,0%	6,0%	6,0%	6,0%	6,0%
10. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers.....	123,1%	77,3%	1,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Recettes totales</b> .....	<b>8,3%</b>	<b>6,6%</b>	<b>-6,1%</b>	<b>-3,6%</b>	<b>3,4%</b>	<b>5,8%</b>	<b>6,4%</b>	<b>8,0%</b>
Impôts sur la production et les importations.....	8,1%	2,4%	-8,6%	-1,6%	4,6%	4,6%	5,1%	5,4%
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.....	10,5%	7,8%	-3,0%	-7,8%	1,6%	7,2%	8,2%	11,4%
Autres recettes.....	0,9%	19,2%	-8,3%	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%

Variations en %	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
PIB .....	7,3%	0,7%	-3,5%	2,6%	5,8%	6,9%	7,4%	8,3%

Les commentaires ci-après expliquent plus en détail les différentes rubriques.

- Ad 1: Consommation intermédiaire

La consommation intermédiaire est égale à la valeur des biens et services utilisés comme entrées au cours de la production, à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme consommation de capital fixe. Les biens et services concernés sont soit transformés, soit entièrement consommés au cours du processus de production. En fait, il s'agit donc des frais de fonctionnement de l'administration sans les rémunérations. Cette rubrique englobe notamment les frais de route et de séjour, les frais de bureau, l'exploitation de bâtiments, les loyers, les frais d'experts et d'études, etc.

A partir de l'exercice 2011, le taux de progression de cette catégorie de dépenses a été fixé de manière volontariste à quelque 4%. Le taux de progression élevé de l'exercice 2009 (+ 9,5 %) s'explique par l'accroissement des dépenses - classées sous consommation intermédiaire – pour le renouvellement du charroi de l'Armée (+18 millions par rapport à 2008). A partir de 2010, ces dépenses diminuent de nouveau (-10 millions/2009).

- Ad 2 et 9: Investissements directs et indirects

L'accroissement très sensible du total de ces dépenses en 2009 (+12,0%) et 2010 (+13,0%) s'explique par les effets du plan de relance qui a été annoncée par le Gouvernement et qui contient notamment une composante "Relance de l'Investissement" très importante. Comme il n'est guère envisageable de pouvoir réaliser des augmentations aussi massives pendant une période plus longue, les projections ci-avant tablent sur un retour à la "normale" à partir de 2011 (+ 6%/an).

Dans ce contexte, la question qui continue à se poser est celle au sujet de la faisabilité et du réalisme des programmes d'investissements prévisionnels. Il s'avère en effet que les projets qui sont affichés et annoncés par les différents départements ministériels ne sont quasiment jamais réalisés complètement. A l'avenir, il importe donc de veiller à ne pas gonfler les dépenses projetées par des dépenses dont il est dès le départ établi qu'elles ne seront pas réalisées.

- Ad: Subventions

D'après le SEC95 "les subventions sont des transferts courants sans contrepartie que les administrations publiques ou les institutions de l'Union européenne versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production.

Au niveau de l'Administration centrale, cette rubrique comprend essentiellement les dépenses suivantes:

- aides, subventions et participations à caractère légal, réglementaire ou conventionnel (service public ferroviaire et par bus, etc.),
- subsides à caractère bénévole,
- aide au logement, subventions d'intérêt et autres aides,
- subventions diverses aux ménages
- subventions diverses aux entreprises agricoles (indemnité compensatoire etc.)
- subventions diverses aux entreprises relevant des classes moyennes (loi-cadre, etc.)
- transferts de revenus aux organismes professionnels de droit public.

- Ad 7: Prestations sociales en nature:

Cette rubrique d'un montant total de 61 millions en 2009 comprend pour l'essentiel des crédits pour le transport des enfants handicapés (34 millions), pour le versement de l'allocation de vie chère (17 millions) et pour l'accueil gérontologique (6 millions).

• Ad 6: Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature

Ces prestations sont versées aux ménages par des unités des administrations publiques pour couvrir les mêmes besoins que les prestations d'assurance sociale, mais qui ne s'inscrivent pas dans le cadre d'un régime d'assurance sociale prévoyant des cotisations sociales et des prestations d'assurance sociale. Il s'agit principalement au niveau du budget de l'Etat des dotations de l'Etat au profit du fonds national de solidarité.

Au niveau des fonds spéciaux, les dépenses du fonds de pensions des fonctionnaires et autres agents entrent aussi dans cette catégorie et les dépenses en matière de chômage au niveau du fonds pour l'emploi.

C'est cette dernière catégorie de dépenses qui explique l'accroissement sensible des dépenses en 2009, 2010 et 2011 et leur diminution progressive à partir de 2011.

• Ad 8: Transferts courants à la sécurité sociale et aux communes et à d'autres entités

Cette catégorie de dépenses, comprend d'après la définition du SEC 95, l'ensemble des transferts courants qui se compose des

- transferts courants entre administrations publiques comprenant les opérations de transfert entre les différents sous-secteurs des administrations publiques (administration centrale, administrations d'Etats fédérés, administrations locales, administrations de sécurité sociale), à l'exception des impôts, des subventions, des aides à l'investissement et des autres transferts en capital ;
- Opérations de transfert en espèces ou en nature entre des administrations publiques nationales et des administrations publiques du reste du monde ou des organisations internationales, autres que les aides à l'investissement et les autres transferts en capital ;
- Transferts courants divers comprenant notamment la 4<sup>ième</sup> ressource propre des Communautés.

Il s'agit donc des transferts:

- à la sécurité sociale,
- aux communes,
- aux organismes sans but lucratif au service des ménages,
- à l'étranger,
- aux établissements publics (la dotation aux établissements publics qui font partie intégrante du secteur de l'administration centrale est retranchée des "autres transferts courants". Pour ces établissements publics, les dépenses réelles sont prises en compte dans les différentes catégories de dépenses appropriées,
- à l'enseignement privé.

Pour les dépenses de l'Administration centrale, cette rubrique comprend les postes suivants:

- la participation des pouvoirs publics dans le financement de l'assurance pension et de l'assurance-maladie,
- la participation de l'Etat au financement des allocations familiales,
- la participation de l'Etat au financement de l'assurance dépendance,
- la participation aux frais des prestations de maternité: prestations en espèces, etc.

**2.2.5. Les projections du secteur de la Sécurité sociale**

Le tableau ci-après résume l'évolution des grandes catégories de recettes et de dépenses du secteur de la sécurité sociale:

(Tableau 11)

En millions	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Dépenses</b> .....	<b>6.456</b>	<b>6.957</b>	<b>7.200</b>	<b>7.512</b>	<b>7.863</b>	<b>8.204</b>	<b>8.585</b>
Consommat. Intermédiaire.....	72	39	39	40	41	41	42
Formation de capital .....	17	10	10	10	11	11	11
Rémunération des salariés .....	80	101	103	104	107	108	110
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62) .....	4.466	4.883	5.025	5.232	5.445	5.676	5.910
Prestations sociales en nature (D.63) .....	1.769	1.861	1.957	2.055	2.184	2.288	2.428
Autres transferts courants .....	30	49	50	52	54	55	57
Transferts en capital à payer .....	22	15	17	19	22	24	26
<b>Recettes</b> .....	<b>7.482</b>	<b>7.854</b>	<b>8.090</b>	<b>8.310</b>	<b>8.701</b>	<b>9.010</b>	<b>9.444</b>

En millions	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Production marchande .....	24	30	31	31	32	32	33
Revenus de la propriété (D.4).....	400	348	444	483	520	554	587
Cotisations sociales (D.61).....	3.884	4.182	4.280	4.397	4.606	4.766	5.003
Autres transferts courants (D.7).....	3.165	3.280	3.320	3.383	3.526	3.639	3.801
Transferts en capital à recevoir .....	9	14	15	16	18	19	21
<b>Capacité/besoin de financement .....</b>	<b>1.026</b>	<b>897</b>	<b>889</b>	<b>799</b>	<b>838</b>	<b>806</b>	<b>859</b>

Ces projections appellent les explications suivantes:

#### **- Dépenses**

Rappelons que les prestations en espèces et en nature forment la majeure partie des dépenses du secteur de la sécurité sociale (97%).

#### ***Prestations en espèces (D.62)***

Deux régimes de sécurité sociale impactent sensiblement le volume des dépenses en prestation en espèces du secteur. Les pensions du régime général de pension et l'ensemble des transferts sociaux (allocations familiales, boni pour enfant, ...) à charge de la Caisse nationale des prestations familiales génèrent 82% des dépenses en espèces du secteur. Les prestations en espèces du régime Assurance accidents (indemnités pécuniaires, rentes, ...), de la Caisse de prévoyance (pensions) ainsi que les indemnités pécuniaires de maladie à charge de la Caisse nationale de santé et de la Mutuelle des employeurs, représentant quelques 16% des dépenses.

La croissance moyenne en volume des dépenses pour prestations en espèces du **régime général de pension** est estimée à 2,6% sur la période 2010-2014, ce qui représente la croissance moyenne des bénéficiaires de pension observée sur la période 2003-2008. Les prestations en espèces sont ajustées à l'évolution des prix selon les hypothèses de l'évolution de l'échelle mobile. Il est supposé que des ajustements des prestations de pension de l'ordre de 2% seront à considérer en 2011 et 2013 (augmentation nominale des dépenses de l'ordre de 60 millions euro par tranche d'ajustement). Il est à rappeler que l'ajustement des pensions et des rentes est calculé sur base de l'évolution du salaire horaire moyen, déduction faite des salaires élevés et des salaires réduits, et de ce fait il est à supposer que le facteur d'ajustement restera proche des valeurs calculées dans le passé.

L'augmentation en volume des prestations en espèces des **autres régimes** est globalement alignée à l'évolution de l'emploi sur la période 2010-2014.

#### ***Prestations en nature (D.63)***

Les prestations en nature à charge de la Caisse nationale de santé et de l'Assurance dépendance représentent 97% des dépenses des prestations en nature du secteur.

Il est supposé que les prestations en nature de la Caisse nationale de santé progressent en volume à un rythme constant de 4% sur la période 2010-2014, ce qui correspond à la moyenne observée sur la période 2005-2008 et aux dernières estimations disponibles. L'augmentation des prix est égale à celle de l'échelle mobile.

Les prestations en nature de l'assurance dépendance sont supposées augmenter de 2,6% en volume sur la période 2010-2014, ce qui correspond à l'évolution probable du nombre des bénéficiaires du régime suite au vieillissement de la population protégée. De nouveau, l'échelle mobile est appliquée pour adapter l'évolution des prix sur la période de projection.

#### **Recettes**

Les cotisations sociales ainsi que la participation de l'Etat au financement des institutions de sécurité sociale représentent avec 52% des recettes, respectivement 42%, les principales ressources financières du secteur. De même, le rendement du régime de pension gérée par le Fonds de compensation génère des recettes non négligeables (5% des recettes totales) du secteur.

### *Cotisations (D.61)*

Les cotisations sociales à charge des ménages et des entreprises sont estimées sur base des hypothèses du Statec concernant l'évolution de l'emploi, du taux de chômage, de l'échelle mobile, du coût salarial unitaire, ajustées en fonction des différences entre la constitution de la masse salariale globale et l'assiette cotisable des différents régimes sur la période 2010-2014.

### *Transferts (D.7)*

La progression de la participation de l'Etat aux cotisations sociales est estimée selon l'évolution des cotisations sociales à charge des ménages et des entreprises.

La participation de l'Etat au financement du régime Assurance dépendance est adaptée dès 2010 selon les dispositions légales, à savoir une participation de 40% aux dépenses du régime.

### *Revenus de la propriété (D.4)*

Les revenus de la propriété du régime général de pension sont estimés sur base d'un taux de rendement de 3,9 % pour la réserve de compensation du régime de pension gérée par le Fonds de compensation sur la période 2010-2014.

## **3.0 La question du financement du solde de l'Administration centrale**

Pour ce qui est de l'Administration centrale et à la lumière de ce qui précède, il convient de relever tout d'abord que les réserves des fonds spéciaux s'épuiseront à partir de 2011, en l'absence de dotation budgétaires supplémentaires. Le besoin de financement de l'Administration centrale ne pourra donc être assuré que par le biais du recours à l'emprunt.

D'après le représentant du Trésor, les réserves primaires s'épuiseraient déjà à partir de 2009-2010.

En se basant sur les résultats des projections esquissées dans cette note, l'évolution de l'endettement de l'Administration centrale se présente grossièrement comme suit:

(Tableau 12)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Déficit de l'administration centrale .....	-1.530,1	-2.354,0	-2.560,4	-2.482,3	-2.401,3	-2.090,2
Financement:						
Réserves.....	500,0	750,0	900,0	-	-	-
Emprunts:						
- fonds des routes.....	100,0	125,0	150,0	150,0	150,0	150,0
- fonds du rail.....	100,0	150,0	150,0	150,0	150,0	150,0
- budget.....	500,0	1.300,0	1.400,0	2.100,0	2.100,0	1.700,0

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

Compte tenu de ces prévisions, l'endettement brut de l'Administration centrale augmenterait de quelque 11,5 milliards entre 2009 et 2014. Ce scénario se base sur l'hypothèse que le remboursement du capital serait effectué en bloc au moment de l'échéance finale.

La question du financement par emprunt devra bien évidemment être analysée plus en détail, ceci à la lumière notamment de la prise en compte des structures bilantaires des établissements publics et des autres sociétés relevant de l'Administration centrale.

Le tableau ci-après présente l'évolution de la charge d'intérêts qui résulterait de l'émission des emprunts qui figurent au tableau ci-avant. Rappelons que ces chiffres se basent sur l'hypothèse que les emprunts seront remboursés, comme c'est actuellement le cas, en fin de période.

Dans ce cas de figure, l'endettement de l'Administration publique et de l'Administration centrale évoluerait comme suit:

(Tableau 13)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Total des emprunts.....	700,0	1.575,0	2.600,0	2.400,0	2.400,0	2.000,0
Intérêts (taux 4%) .....	14,0	59,5	143,0	243,0	339,0	427,0
En % du PIB .....	0,04%	0,16%	0,37%	0,59%	0,77%	0,90%

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

Dans l'hypothèse où le financement de cette charge devrait également être assuré par voie d'emprunt, il faudrait porter le montant total des emprunts à contracter au cours de la période 2009 à 2014 de 11,0 milliards à 12,2 milliards (+1,2milliards).


Dans ce cas de figure, l'évolution de la dette brute de l'Administration publique et de l'Administration centrale se présente comme suit:

(Tableau 12)

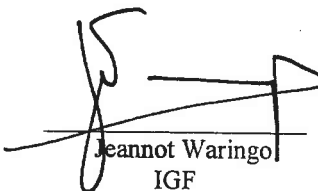
En % du PIB	Administration	
	Publique	Centrale
2009 .....	18,1%	15,8%
2010 .....	22,4%	20,1%
2011 .....	26,3%	24,1%
2012 .....	31,6%	29,5%
2013 .....	36,3%	34,3%
2014 .....	39,4%	37,6%




Serge Allegrezza  
STATEC




Tom Dominique  
IGSS



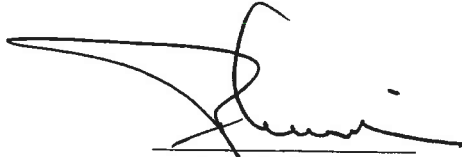
Jeannot Waringo  
IGF



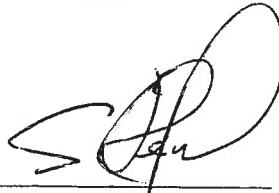
Guy Heintz  
Contributions



Alain Bellot  
Douanes



Romain Heinen  
Enregistrement



Georges Heinrich  
Trésor